



**MARCHE DES TRAVAUX DE MODERNISATION DE L'ECLAIRAGE
DU CENTRE CULTUREL LE VOLUME**

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE – MAPA

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Date limite de remise des offres pour le lundi 12 mai 2025 à 16:00 heures

AVRIL 2025

Pôle : Services techniques et Aménagement	MARCHE : 2025_TRX_ECLAIRAGE_CENTRE CULTUREL
--	--

Maître d'ouvrage :
Ville de Vern-sur-Seiche
22 rue Châteaubriant
35770 VERN-SUR-SEICHE

Sommaire

Sommaire.....	2
ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE	3
1.1 Pièces annexes	4
1.2 Descriptif des travaux.....	4
1.3 Planning des travaux	4
ARTICLE 2. CONDITIONS.....	4
2.1. Etendue de la consultation	4
2.2. Décomposition en tranches et en lots	5
2.3. Compléments à apporter aux C.C.A.P. et C.C.T.P.	5
2.4. Variantes.....	5
2.5. Durée du marché	5
2.6. Modification de détail au dossier de consultation	5
2.7. Délai de validité des offres	5
2.8. Propriété intellectuelle des projets	5
ARTICLE 3. DOSSIER DE CONSULTATION	5
ARTICLE 4. MODALITE DE MODIFICTAION DE DETAIL DU DOSSIER	5
ARTICLE 5. REINSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	6
ARTICLE 6. VISITE DU SITE	6
ARTICLE 7. PRESENTATION DES REPONSES.....	6
ARTICLE 8. REMISE DES OFFRES	7
ARTICLE 9. COPIE DE SAUVEGARDE	7
ARTICLE 10. DATE LIMITE DE TRANSMISSION DES CANDIDATURES	8
ARTICLE 11. JUGEMENT DES OFFRES	8
6.1 – Attribution	8
6.2 – Négociation.....	8
ARTICLE 12. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	9
ARTICLE 13. CLAUSES COMPLEMENTAIRES	9

3

Le marché consiste à réaliser des travaux de modernisation de l'éclairage dans le Centre Culturel Le Volume à Vern-sur-Seiche.

3



3

3



1.1 Pièces annexes

- CCTP
- DPGF
- Planning
- Plans du Centre Culturel Le Volume

1.2 Descriptif des travaux

Les travaux comprennent, sans s'y limiter :

- La fourniture des luminaires et autres équipements électriques nécessaires.
- La dépose des luminaires intérieurs existants et traitement des déchets
- La pose des luminaires intérieurs, conformément au plan de conception lumière.
- Le dimensionnement, le câblage et les raccordements électriques nécessaires, y compris les dispositifs de protection (disjoncteurs, interrupteurs différentiels, etc.).
- Le dimensionnement et la mise en œuvre des commandes d'éclairage, y compris les automatismes, horloges, et systèmes de gestion.
- Les essais et la mise en service des installations.

Livrables :

- Un plan détaillé y compris avec réseaux
- Fiches techniques des appareils et accessoires
- Mémoire technique du nombre de page maximum autorisé dans le CCAP
- Références de projet similaire

1.3 Planning des travaux

La réalisation des travaux est échelonnée sur trois ans. Chaque phase des travaux doit se dérouler **impérativement pendant la fermeture estivale de la Médiathèque et du SUET du Centre culturel.**

Première phase – été 2025

Les travaux de la première phase dans l'espace de la Médiathèque devront être impérativement réalisés **du 04 au 14 août 2025** et livrés au plus tard le **18 août 2025**.

Les travaux de la première phase dans le SUET devront être impérativement réalisés **du 21 juillet au 18 août 2025**.

Deuxième phase – été 2026

Les travaux de la deuxième phase dans l'espace de la Médiathèque devront être impérativement réalisés **du 03 au 13 août 2025** et livrés au plus tard le **14 août 2025**.

Les travaux de la deuxième phase dans le SUET devront être impérativement réalisés **du 27 juillet au 13 août 2025**.

Troisième phase – été 2027

Les travaux de la deuxième phase dans l'espace de la Médiathèque devront être impérativement réalisés **du 02 au 12 août 2025** et livrés au plus tard le **13 août 2025**.

Les travaux de la deuxième phase dans le SUET devront être impérativement réalisés **du 26 juillet au 12 août 2025**.

ARTICLE 2. CONDITIONS

2.1. Etendue de la consultation

Le présent marché est lancé selon la procédure adaptée avec publicité ni mise en concurrence préalables selon l'Article L2123-1 à 2123-2 du Code de la commande publique, modifié par Décret n°2021-357 du 30 mars 2021 – art. 1.

2.2. Décomposition en tranches et en lots

2.2.1. Décomposition en tranches :

Sans objet.

2.2.2. Décomposition en lots :

Lot unique.

2.3. Compléments à apporter aux C.C.A.P. et C.C.T.P.

Sans objet.

2.4. Variantes

Sans objet.

2.5. Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée d'un an.

2.6. Modification de détail au dossier de consultation

Sans objet.

2.7. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours (cent vingt) à compter de la date limite de réception des offres.

2.8. Propriété intellectuelle des projets

Sans objet.

ARTICLE 3. DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier est uniquement téléchargeable (gratuitement) sur le site :

<http://www.e-megalisbretagne.org>

Aucun dossier papier ne sera transmis, le retrait des dossiers devra se faire exclusivement sur la plateforme Mégalis ; Le candidat est invité à renseigner, lors du téléchargement du DCE, le nom du soumissionnaire, une adresse électronique ainsi que le nom d'un correspondant afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuels compléments (précisions, réponses, rectifications).

ARTICLE 4. MODALITE DE MODIFICATION DE DETAIL DU DOSSIER

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des plis, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des candidatures est reportée, la stipulation précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 5. REINSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats peuvent poser des questions relatives à ce concours sur le profil d'acheteur au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des candidatures.

Les demandes de renseignement adressées par un autre canal que le profil d'acheteur ne seront pas traitées.

ARTICLE 6. VISITE DU SITE

Une visite de site est obligatoire pour prendre la mesure du projet. Les visites s'effectueront **le lundi 28 avril 2025 à 10h et le lundi 5 mai 2025 à 14h**. La prise de rendez-vous préalable est obligatoire et devra s'effectuer auprès de Mme Collet : agata.collet@vernsurseiche.fr

ARTICLE 7. PRESENTATION DES REPONSES

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant **les pièces suivantes** :

- **la déclaration sur l'honneur** pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail.
- **Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.**
- **Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée** pour engager le candidat.
- **Attestations d'assurance décennale et responsabilité civile professionnelle.**
- **Lettre de candidature** et habilitation du mandataire par ses cotraitants.

Pour prouver sa capacité professionnelle et technique, le candidat présentera une liste des principales références contrôlables pour des études similaires indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé, ainsi que tout autre document pouvant attester de la capacité de l'entreprise (certificats de capacités/qualifications/identités professionnelles).

Le candidat pourra prouver sa capacité financière ou professionnelle par tout autre document considéré comme équivalent par l'acheteur public s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit toute preuve permettant de justifier qu'il disposera des capacités de ce ou ces opérateurs économiques pour l'exécution du marché, conformément à l'article R. 2143-12 du Code de la commande publique. Cela peut se traduire par un ENGAGEMENT ECRIT DE L'OPERATEUR ECONOMIQUE.

A l'attention des candidats :

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si le pouvoir adjudicateur constate que les **pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes**, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de **produire ou compléter ces pièces dans un délai qui ne sera pas supérieur à 8 jours**.

- **L'acte d'engagement** : à compléter, dater et signer par le (s) représentant (s) qualifié (s) de l'/des entreprise (s) :

Cet acte d'engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (annexe du cadre d'engagement en cas de sous-traitance). Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre en sus de l'annexe :

- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions visées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-3 du Code de la commande publique ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet (le candidat et ses sous-traitants), au cours de ces cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.324.9, L.324.10, L341.6, L.125.1 et L125.3 du Code du travail. Que des sous-traitants soient désignés ou non au marché, le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et par différence avec son offre le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.
- **La Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (DPGF)** : cadre ci-joint à compléter, sans modification. Des devis détaillés, plus précis, seront joints en complément.
- **Le mémoire technique**
- **Le planning signé**

ARTICLE 8. REMISE DES OFFRES

La date limite de réception des offres est fixée au **lundi 12 mai 2025 à 16:00 heures**.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus.

La remise des dossiers de candidature s'effectue exclusivement de manière dématérialisée sur le profil d'acheteur à l'adresse suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh/entreprise>

ARTICLE 9. COPIE DE SAUVEGARDE

Les candidats peuvent également transmettre, dans le délai imparti, une copie de sauvegarde sur support papier ou support physique électronique (clé USB). Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte les mentions suivantes : « Copie de sauvegarde – Candidature pour le concours restreint de maîtrise d'œuvre pour la reconstruction de la maison des sports et des associations, d'une salle familiale et de locaux associatifs au complexe de la Chalotais ».

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencée avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Ville de Vern-sur-Seiche, 22 rue Châteaubriant - 35770 VERN-SUR-SEICHE

Afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure, les candidats devront tenir compte des indications suivantes :

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants :

- .Pdf
- .doc ou .xls ou .ppt
- .rtf

Pour les documents images :

- .bmp
- .jpg
- .jpeg
- .png

Les candidats sont invités à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les « .exe » ;
- ne pas utiliser certains outils, notamment les « macros » ;

ARTICLE 10. DATE LIMITE DE TRANSMISSION DES CANDIDATURES

Les candidatures doivent être transmises au plus tard le 12 MAI 2025 à 16h00.

ARTICLE 11. JUGEMENT DES OFFRES

6.1 – Attribution

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues par la réglementation des marchés publics selon la pondération suivante :

- Prix des prestations (50% de pondération) (50 points) ;
- Valeur technique (50% de pondération) (50 points).

Prix (50%)

Le critère du prix sera donc analysé au regard de l'Acte d'Engagement et de la Décomposition Analytique du Forfait de Rémunération, **contractuels**.

La note affectée au critère prix sera calculée à partir de la formule suivante :

Note de l'offre = 50 x montant de la meilleure offre / montant de l'offre

Dans laquelle :

L'offre la moins disante (meilleure offre) se voit attribuer la note « 50 ».

Chaque prix fait ainsi l'objet d'une note sur 50.

Valeur technique dont délais (50%)

Pour apprécier ce critère, le pouvoir adjudicateur examinera le dossier d'offre et, notamment, le mémoire technique selon les critères suivants :

- Méthodologie relative au mode opératoire pour la réalisation des travaux
- Cohérence du planning d'exécution
- Moyens humains affectés à l'exécution du marché
- Mesures prises en faveur de l'environnement.

La note totale maximale de ce critère est une note sur 50.

Toutefois, lors de l'analyse de ce critère, si l'offre méconnaît la législation applicable, celle-ci sera déclarée irrégulière et donc écartée.

6.2 – Négociation

6.2.1. Audition

A l'issue d'une première analyse et d'un premier classement des offres, le pouvoir adjudicateur pourra engager librement toutes les discussions qui lui paraissent utiles avec tout ou partie des candidats, voire avec un seul, en vue de préciser ou clarifier les propositions jugées les plus intéressantes.

6.2.2 Négociation

A l'issue d'une première analyse et d'un premier classement des offres, **une négociation pourra être menée** avec les candidats dont l'offre n'aura pas, à ce stade, été écartée comme étant inappropriée. Une offre inappropriée est une offre qui apporte une réponse sans rapport avec le besoin du pouvoir adjudicateur.

Elle pourra porter sur l'ensemble des éléments de l'offre, dont le prix. Elle pourra être effectuée par échange de télécopies de mails ou par courrier, ou dans le cadre d'une réunion. Dans ce dernier cas, les candidats concernés seront conviés au minimum 72 heures avant la date fixée pour la réunion.

Après négociation, si une phase de négociation a été engagée, les candidats concernés seront invités à remettre leur offre définitive.

ARTICLE 12. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard **10 jours** avant la date limite de réception des offres, une demande écrite à :

Ville de Vern-sur-Seiche

Responsable de pôle technique et aménagement – Armand HENRY armand.henry@vernsurseiche.fr

Chargée de travaux – Agata COLLET agata.collet@vernsurseiche.fr

Les candidats pourront également transmettre leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.megalisbretagne.org>

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

ARTICLE 13. CLAUSES COMPLEMENTAIRES

Voies et délais de recours :

Référé précontractuel (art L. 551-1 du Code de justice administrative) pendant toute la procédure et avant la conclusion du contrat.

Référé contractuel (article L. 551.13 et suivants du CJA) au plus tard le trente et unième jour suivant la publication d'un avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un accord cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat.

Tout concurrent évincé de la conclusion d'un contrat administratif est recevable à former devant le juge administratif un recours de pleine juridiction contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses qui en sont divisibles (et y compris en faisant valoir l'illégalité des actes détachables du contrat) assorti le cas échéant de demandes indemnitaires dans un délai de 2 mois à compter des mesures de publicité appropriées notamment de la publication de l'avis d'attribution.

Référé-suspension (art L. 521-1 du CJA) sous condition d'urgence quand le contrat fait l'objet d'un recours de pleine juridiction contestant sa validité.

Recours indemnitaire dans les 2 mois à compter d'une décision expresse ou implicite de rejet de la demande préalable (art R. 421-3 du CJA) et sous réserve des dispositions de la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances de l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics (prescription quadriennale).

Demande de référé préfectoral (art L. 2131-8 du Code général des collectivités territoriales) : dans les 2 mois à compter de la date à laquelle l'acte litigieux est devenu exécutoire.